



HAL
open science

Nomination de la Première Ministre Judith S. TULUKA : “ Un pas vers l’inclusivité de Genre en RDC ?”

Caleb Bonyi Mukadi Mukandila

► **To cite this version:**

Caleb Bonyi Mukadi Mukandila. Nomination de la Première Ministre Judith S. TULUKA : “ Un pas vers l’inclusivité de Genre en RDC ?”. 2024. hal-04650223

HAL Id: hal-04650223

<https://hal.science/hal-04650223v1>

Submitted on 16 Jul 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NoDerivatives 4.0 International License

Nomination de la Première Ministre Judith S. TULUKA :

« Un pas vers l'inclusivité de Genre en RDC ? »

(Analyse de Caleb Bonyi MUKADI MUKANDILA*)

La [nomination historique de Madame Judith Suminwa Tuluka](#) en tant que Première ministre de la République Démocratique du Congo (RDC) ouvre de nouvelles perspectives sur le rôle des femmes dans la gouvernance et le développement socio-économique du pays. Cette avancée reflète l'évolution significative de la place et du potentiel de la femme dans la société congolaise. Bien plus, si en RDC, la nomination d'une femme au poste de Premier Ministre a suscité l'enthousiasme de plusieurs voix qui s'élèvent depuis plusieurs années pour réclamer l'inclusivité du genre, on pourrait bien se demander quel peut être l'incidence de l'accession d'une femme à un niveau aussi élevé de leadership sur la gouvernance et le développement d'un pays qui fait face à d'énormes défis de développement comme la RDC ?

Il est vrai que malgré leur poids démographique qui représente environ [50.4 % de la population de la RDC en 2022](#), les femmes demeurent sous-représentées dans les sphères décisionnelles à tous les niveaux aussi bien à travers le monde qu'en RDC. Les données d'[ONU Femmes](#) renseignent qu'au 1^{er} juin 2024, seulement 27 pays au monde ont des femmes qui occupent des postes de chefs d'État et/ou de gouvernement. Il faudra à ce rythme 130 ans pour que la parité dans les décisions politiques du plus haut niveau soit atteinte. Cette marginalisation prive les sociétés de la diversité des perspectives et des compétences uniques que les femmes pourraient apporter. Pourtant sur base des estimations d'un [rapport](#) de 2015 du McKinsey Global Institute qui a exploré le potentiel économique disponible si l'écart mondial entre les sexes était réduit, l'économiste congolais [Oasis Kodila Tedika](#), en appliquant la même méthodologie sur les données de la RDC dans ses simulations, est arrivé aux résultats selon lesquels « *en réduisant les inégalités des sexes, 11 milliards de dollars par an pourraient être ajoutés au PIB de la RDC en 2033.* » D'après les mêmes simulations, le niveau de vie moyen par habitant à long terme serait entre 4-11 % plus élevé si tous les écarts d'emploi entre les sexes étaient comblés.

La sous-représentation de la femme dans les instances décisionnelles est tributaire aux multiples [stéréotypes](#) (Une certaine idéologie négativement sexiste et nuisible qui considère que [la place de la femme serait « à la cuisine »](#)) persistants autour du genre féminin. Pourtant, plusieurs études révèlent que [la forte participation des femmes à la gouvernance publique est par exemple corrélée à une moindre taux de corruption](#). Ces recherches suggèrent que les femmes politiques sont moins tolérantes envers la corruption et que les entreprises et les institutions dirigées par des femmes sont moins impliquées dans des actes de corruption. Les études qui aboutissent à ces conclusions soulignent l'importance d'une représentation équilibrée des genres dans les instances de décision pour promouvoir une gouvernance plus transparente et responsable. En effet, dans la littérature économique, des économistes comme [Swamy et al.](#), [Dollar & al. et](#), [Sung & Chu](#) ont trouvé que la proportion des femmes dans les instances politiques et dans la main-d'œuvre est statistiquement et négativement corrélée à la corruption. C'est-à-dire que plus il y a des femmes qui occupent des postes élevés, moins il y a de la corruption. Ces résultats ont été également confirmés par [l'étude](#) de Chandan Kumar Jha et Sudipta Sarangi qui a fourni des preuves solides attestant que la présence des femmes au parlement a un impact causal et négatif sur la corruption. De même, l'économiste Raghavendra Chattopadhyay et la prix Nobel d'économie Esther Duflo, à travers une [étude](#), ont trouvé que les préférences sociales seraient très élevées dès lors que la cité (société) est gérée par une femme. Enfin, Irma [Clots-Figueras](#) a découvert une relation causale entre la participation sociale et politique des femmes et la qualité de vie dans une communauté. Toutes ces études ont notamment permis de soutenir le vaste plaidoyer mondial qui milite pour accroître la participation des femmes dans la gouvernance et la prise de décisions à des plus hauts niveaux politiques.

En ce qui concerne la RDC, la Constitution congolaise n'est pas restée loin de ces considérations importantes. Le constituant congolais a garanti aux femmes une représentation significative et équitable dans les institutions nationales, provinciales et locales (La femme a droit à une

représentation équitable au sein des institutions nationales, provinciales et locales. aux termes de l'Article 14 de la [Constitution](#) congolaise). Cette disposition jette les bases de l'égalité de chances pour l'accès à tous les niveaux de pouvoir sans distinction du genre (Homme/Femme).

Ainsi, la nomination de Madame Judith Suminwa Tuluka au poste de « Première Ministre » a été [perçue par plusieurs observateurs](#) comme une étape importante vers une gouvernance plus inclusive et une reconnaissance accrue de l'importance de l'inclusivité du genre dans la gouvernance ainsi que du rôle des femmes dans la construction d'un avenir meilleur pour les citoyens congolais. Aussi, en considérant les résultats des études évoquées ci-haut, on peut espérer qu'en donnant les chances aux femmes d'accéder à des hauts niveaux de responsabilité, la RDC pourra réaliser pleinement son potentiel de développement et de prospérité économique induit aussi bien par la corrélation négative et statistiquement significative entre le leadership des femmes et la corruption que par les préférences sociales élevées des femmes.

Enfin, on peut considérer que la nomination de Madame Judith Suminwa Tuluka en tant que Première ministre de la RDC démontre que la RDC a franchi une étape importante vers la déconstruction des stéréotypes basés sur le genre. De plus, sur base des évidences des conclusions des recherches évoquées plus haut, le leadership féminin pourrait offrir de nombreux avantages au pays en termes de meilleure gouvernance, d'une lutte accrue contre la corruption et de développement économique et social plus inclusif.

**Caleb Bonyi MUKADI MUKANDILA est économiste (Université Grenoble Alpes-UGA/Toulouse School of Economics-TSE/Université de Kinshasa-UNIKIN). Ce point de vue est strictement personnel et donc n'engage aucune de ses institutions d'appartenance.*